



# Lettre Diplomatie & Défense

N°19

Avril 2022

## Éditorial

Deux faits majeurs marquent le mois dernier, et seront lourds de conséquence pour les années à venir.

D'abord, la suppression du corps diplomatique de la France. Annoncée à quelques jours de l'élection présidentielle, cette décision a suscité la colère de ténors du Quai d'Orsay, comme Gérard Araud, mais aussi l'étonnement de tous ceux qui voyaient dans l'existence d'un corps diplomatique professionnel et éprouvé une garantie de la continuité de la présence française dans le monde, et l'expression de la place particulière de la France dans le concert des Nations. Au vu des ravages provoqués par la prétention, l'arrogance et l'ignorance d'hommes d'affaires ou d'obligés nommés ambassadeurs des États-Unis par les Présidents américains, chaque Français peut comprendre leur inquiétude, et rester conscient qu'un diplomate est un professionnel des relations entre les États, le garant d'une histoire et d'un projet, pas un amateur récompensé par une ambassade de ses bons services ou de sa réussite.

Ensuite, la prise de conscience que la guerre poursuit les affaires par d'autres moyens. Les milliards et les milliards d'achat d'armements destinés à l'Ukraine profitent d'abord aux industriels de l'armement, industriels américains d'abord, et pour une énorme part, mais aussi aux industriels allemands, français ou autres. Le GICAT n'est pas le dernier à promouvoir les armes françaises pour l'Ukraine. De sorte qu'il est pertinent de poser la question oubliée ; à qui profite la guerre, à qui bénéficient les sanctions ? Et la réponse à toutes les chances d'être surprenante, tant il est évident que la guerre est une bonne affaire pour le complexe militaro industriel américain, comme l'embargo sur les phosphates est une bonne affaire pour le Belarus puisque la hausse des prix qu'elle provoque efface et très largement les effets volume des sanctions par l'effet prix - vendre moins pour gagner plus ! Nous publierons bientôt un rapport sur les sanctions et les embargos internationaux, pour en finir avec les idées simples à ce sujet !

Enfin, la perte par la France des votes des pays francophones. Les convenances interdisent de la rappeler ; la France doit une partie de son rôle international et de sa place à l'ONU aux liens préservés avec 14 pays africains, dont il a été de tradition qu'ils votent comme la France sur les grands sujets mondiaux. Ce qui faisait de la France un allié nécessaire, et écouté. Ce n'est plus le cas. Sur les 14 pays africains considérés traditionnellement s'aligner sur les positions françaises, seuls deux ont suivi les sanctions américaines contre la Russie et l'exclusion de la Russie de la Commission des Droits de l'Homme. Le Mali a dénoncé les conventions le liant à la France, et d'autres pays prennent du recul ; certains Présidents africains ne prendraient même plus M. Macron au téléphone, est-ce une légende ? En tous cas, le recul français en Afrique est

et sera de lourdes conséquences. Il y a un prix à payer pour l'alignement sur les États-Unis, et la France comme l'Union européenne pourraient bien payer ce prix très vite, dès la rentrée 2022.

Hervé Juvin  
Député européen, groupe Identité et Démocratie  
Membre de la sous-commission Défense et Sécurité

## Sommaire :

**Éditorial.....page 1**

**Diplomatie : « Le dossier : quels « *scenarri* » de sortie de guerre ? Une analyse critique de l'article de M. Ferretti » .....page 3**

**« Les Télégrammes » .....page 6**

**Défense: « Le dossier : réflexions sur les livraisons d'armes occidentales à l'Ukraine.....page 11**

**« Les Alertes » .....page 14**

### Autre :

**Allemagne : Avancement de deux dossiers d'armement (P-8 et armement des drones) .....page 18**

**Allemagne : Le réveil stratégique est-il durable .....page 19**

**Allemagne : MGCS et KMW, 3 demandes et AEMG du 1<sup>er</sup> T2022...page 23**

**Allemagne: la bataille du Fonds spécial pour la *Bundeswehr*.....Page24**

**Espagne : les enjeux marocains.....Page 27**

# Diplomatie

## Le dossier : quels « *scenarii* » de sortie de guerre ? Une analyse critique de l'article de M. Ferretti

Dans un article puissant – « *GUERRE RUSSIE – UKRAINE Géopolitique du boomerang* » - publié le 10 avril, **Fabrizio Donini Ferretti**, financier et analyste des questions internationales, s'essayait à décrire les causes profondes puis les *scenarii* de sortie de la guerre et la recomposition de l'architecture de sécurité en Europe. La lettre Diplomatie et Défense en propose une synthèse critique.

Pour l'auteur, « *On tend à considérer que Vladimir Poutine aura perdu cette guerre, même s'il parvient à occuper une partie de l'Ukraine. Les seules incertitudes concerneraient l'étendue des dégâts, la rapidité de sa sortie du pouvoir, et les équilibres géopolitiques qui suivront. Cette vision des choses mérite d'être mieux examinée.* ».

### **Aux racines du conflit actuel**

La première partie de son article se construit autour des causes de la guerre. Il en dégage trois :

1. Constatant que la politique étrangère américaine a toujours eu pour objectif de séparer l'Europe de la Russie afin d'éviter une remise en cause de l'OTAN et la constitution d'un bloc eurasiatique, M. **Ferretti** explique que « **la première de ces causes est l'incapacité de l'Europe à susciter, et la volonté des Etats-Unis d'empêcher, toute remise à plat de l'architecture de sécurité du continent européen afin de tenir compte a minima des intérêts de la Russie tels que ce pays les perçoit, à tort ou à raison.** » ; cette architecture de sécurité n'a non seulement été évitée, mais elle n'a jamais été recherchée, l'extension de l'OTAN étant la seule réponse : « Non seulement le modus vivendi n'a pas été trouvé, il n'a pas même été recherché, indépendamment de ce que l'on peut penser d'un régime politique russe intolérant, inefficace et corrompu » et de conclure : « après tout, des régimes au moins aussi détestables tels que la dictature chinoise, l'autocratie obscurantiste saoudienne et l'autocratie islamo-impérialiste turque sont des interlocuteurs constants. » ;
2. L'auteur voit dans **la renaissance du panslavisme** la deuxième cause profonde de la guerre, panslavisme « *devenu peu à peu l'idéologie dominante du régime russe, et le moyen de lui attacher une fraction importante de la population. C'est en cela que le parallèle entre le régime instauré par Vladimir Poutine et le régime soviétique est erroné, sauf du point de vue des méthodes. De par son origine idéologique, l'URSS avait une visée multinationale et multiculturelle, même si la langue russe y dominait. Une fois effondrée, le ciment idéologique de substitution est devenu une forme rénovée de panslavisme* » ;
3. Enfin, M. **Ferretti** met en avant l'incapacité des deux Etats à dialoguer ensemble, notamment celle de la Russie : « *il faut admettre que celle-ci a plus de talent pour brandir sa puissance que pour exporter son influence, malgré ses atouts culturels et scientifiques. Si la puissance résulte d'une combinaison d'attrait, de cohésion et de force, le premier élément a toujours été négligé* ».

## **Les quatre scenarii de sortie de la guerre**

Aux racines, l'auteur passe aux divers *scenarii* de sortie de crise. Il en propose quatre.

### *1. Le scénario du « recul camouflé »*

Le premier scénario imaginé par M. **Ferretti** est celui d'un « *recul camouflé face à l'indignation mondiale, au poids des sanctions, au coût de l'invasion puis de l'occupation, aux pertes militaires, aux réticences d'une armée humiliée. Recul qui pourrait être camouflé en semi-victoire par la propagande, pourvu qu'un habillage suffisamment convaincant soit trouvé : renonciation à l'expansion de l'OTAN, retrait de la constitution ukrainienne de l'objectif de rejoindre cette organisation, statut spécial pour le Donbass, levée partielle des sanctions, voire gouvernement de transition où les partis « pro-russes » auraient une place ...* » ; cette sortie serait assez proche des accords de Minsk, mais l'auteur note que le prix payé est bien excessif par rapport aux gains politiques et l'humiliation trop grande et surtout trop dangereuse pour le régime russe : « *cette voie, la moins mauvaise d'un point de vue Européen, laisserait un goût amer en Russie, où un pouvoir affaibli devrait exercer un contrôle social plus rigide encore, libérant tôt ou tard les assauts intérieurs et extérieurs contre son existence.* » ;

### *2. Le scénario de l'étouffement*

Le deuxième scénario, qui semble être celui suivi, selon l'auteur, par la Russie, consiste « *à étrangler l'Ukraine en fermant toutes ses façades maritimes, en paralysant ses systèmes de communication, en dégradant son potentiel énergétique, bref en ruinant le pays et en le rendant difficilement habitable dans ses régions orientales* ». L'auteur note que l'Ukraine exporte principalement des denrées agricoles et des produits miniers ou sidérurgiques par voie maritime : sans eux, elle est privée de devises. De même, l'occupation du Donbass prive l'Ukraine d'une partie importante de son potentiel industriel, mais aussi d'une partie de ses ressources en gaz de schiste, etc.

L'auteur introduit une réserve à son scénario : « *les Etats-Unis, secondés par quelques pays européens, encouragent le gouvernement ukrainien à adopter une posture de refus, par volonté d'en finir avec le régime russe, sous la pression des opinions, ou encore par crainte de voir une « victoire » de l'agresseur en inspirer d'autres, et qu'ils fournissent assez d'armes pour infliger aux Russes des pertes inacceptables, ces livraisons n'ayant pas de limite autre que le nombre d'Ukrainiens encore debout pour les servir.* » en d'autres termes, ce scénario n'a aucune chance de se produire si le but des Etats-Unis n'est pas seulement la défense de l'Ukraine, mais un effondrement de l'armée russe et un changement de régime à Moscou : but qui semble désormais être celui de Washington au vu de l'engagement diplomatique, militaire et financier massif (33 milliards \$ qui s'ajoutent aux livraisons déjà considérables déjà amorcées, voir dossier Défense)...

### *3. Le « scénario Androussovo »*

M. **Ferretti** introduit un troisième scénario au cas où les négociations s'enliseraient : « *l'occupation de la partie du pays à l'est du Dniepr, un fleuve qui constitue un rempart naturel assez efficace* ». Ce contrôle, au moins temporaire, devrait être assorti d'un vaste déplacement de population, déjà partiellement effectué, par un mélange de bombardements et de couloirs humanitaires. Il pourrait réduire le coût d'une guerre d'usure, et les pertes russes. La Russie n'a pas les moyens humains et financiers d'une occupation totale du pays, mais elle pourrait disposer à court terme de la puissance de feu nécessaire à la destruction des centres urbains et de l'infrastructure économique et militaire de sa partie orientale : « *la demi-Ukraine occidentale, gigantesque Moldavie paupérisée, vivrait de subsides européens, appauvrissant d'autant ses généreux donateurs. Il ne resterait plus à l'est du*

*Dniepr que des individus ayant accepté bon gré mal gré d'y demeurer, ainsi qu'une résistance résiduelle ».*

L'auteur souligne qu'un tel scénario mettrait sous le contrôle de la Russie plus de la moitié du *tchernoziom* de l'Ukraine, lui conférant ainsi une arme alimentaire d'une puissance extraordinaire, surtout dans la perspective du réchauffement climatique. L'alimentation de bon nombre de pays du Moyen Orient, du Maghreb et du Sahel pourrait dépendre de leurs rapports avec le Kremlin, ce qui rendrait sans doute leurs dirigeants plus aimables encore à son égard (voir article sur la dépendance alimentaire des pays du Maghreb).

Ce scénario de la partition ramènerait trois siècles et demi en arrière, à l'époque de la trêve d'Androusovo qui conclut en 1667 la guerre russo-polonaise. Le territoire des cosaques Zaporogues, qui avaient demandé l'appui du tsar, fut cédé par la République des Deux Nations (Pologne et Lituanie) à la Russie, avec le Dniepr pour frontière.

Pour l'essayiste, ce scénario, toutefois, n'est envisageable que si les grandes puissances émergentes y consentent, et notamment la Chine : or, « *cette complicité active des grands émergents est loin d'être acquise* ». La Chine se réjouirait certes d'un effondrement de ce qui reste de la puissance russe et d'une fragilisation de l'Europe, qui assoiraient sans coup férir sa suprématie sur l'Eurasie, mais « *elle n'est pas disposée à risquer sa stabilité intérieure alors que son imbrication dans les échanges mondiaux lui est aussi profitable que nécessaire.* »

#### 4. *Le scénario de la sidération*

Un quatrième scénario pourrait naître soit d'une implication militaire occidentale directe dans le conflit, sous la pression des opinions publiques secondant le projet géopolitique des Etats-Unis, soit d'une incapacité de la Russie à trouver une issue acceptable, Vladimir Poutine et ses soutiens se retrouvant le dos au mur : pour M. Ferretti, « *ce scénario aux conséquences imprévisible est un scénario de rupture par l'emploi d'armes non conventionnelles.*

L'auteur note l'utilisation récente par la Russie d'armes hyper véloces impossibles à intercepter et qui a pour objet de mettre en garde contre toute atteinte au territoire russe, afin de limiter les options d'une réplique occidentale. Il en décrit bien cependant le danger immense : « *en abolissant le temps de réaction, elles empêchent la vérification de la nature exacte de la frappe (nucléaire ou non ?) et des intentions de l'adversaire, et donc conduisent à l'automatisme des répliques. Cette automatisme même constitue une modalité nouvelle et terrifiante de la dissuasion.* »

Ce « scénario de la sidération », capable d'enclencher une succession de ripostes aux conséquences de moins en moins prévisibles reste le plus improbable. Mais il faut noter que « *ce conflit est déjà une guerre nucléaire en creux : les décisions occidentales sont prises sous la contrainte de la menace d'emploi d'une arme dont on suppose que Vladimir Poutine n'hésiterait pas à l'employer dans une certaine mesure comme instrument destiné à briser la volonté des opinions* ».

Cette arme pèse donc sur le conflit : elle est efficacement employée sans l'être effectivement.

#### ***En conclusion...***

Le scénario de l'étouffement reste de loin le meilleur, d'un point de vue russe : « *il permettrait d'atteindre l'objectif central du conflit, qui est l'amenuisement de l'hégémonie américaine. Après un échec ou demi-échec aux portes de leur « zone de quasi-souveraineté » qu'est l'OTAN, les Etats-Unis seraient vus par les puissances émergentes comme le « tigre de papier » dont parlait déjà Mao Tsé*

*Toung en 1956 : le monde multipolaire serait advenu, avec les Etats-Unis un grand acteur parmi d'autres. »*

La question centrale est naturellement la configuration de la future architecture de sécurité en Europe à l'issue du conflit. L'auteur règle définitivement son compte à l'Europe de la défense : « *L'emploi des armes suppose une communauté d'intérêts stratégiques, une unité de commandement, une cohérence des équipements et des entraînements, et un soutien politique des populations aux buts de guerre éventuels, qui n'existent tout simplement pas au sein de l'Union. **Vingt armées d'opérette ne font pas une défense commune.** »*

L'auteur remarque avec sagacité que « *sous le coup d'une légitime émotion, on risque d'amorcer un processus de gaspillage des ressources, consacrées principalement à l'acquisition de matériel américain, en vue de se défendre un jour d'un ennemi russe qui aura cessé de représenter une menace d'invasion plausible. Cet outil sera politiquement paralysé et militairement inefficace pour lutter contre les menaces futures, qu'il s'agisse de l'expansionnisme turc, de l'impérialisme chinois, du néo-djihadisme, ou d'actes hostiles dans les espaces cyber et exo-atmosphérique, qui n'intéressent que certains États-membres.* » : c'est exactement ce qui se passe actuellement dans l'ensemble des pays européens...

S'agissant des Etats-Unis, M. **Ferretti** note que « *sans l'OTAN, les Etats-Unis ne sont plus cette fiction que l'on appelle « Occident » : ils ne sont que les Etats-Unis, sans tête de pont en Eurasie* ». C'est bien pour cette raison géopolitique de fond qu'ils consentent à financer une défense commune sous leur direction, c'est-à-dire une défense de leurs intérêts élargis qui coïncident, à l'occasion, avec les intérêts d'une majorité de pays européens.

L'auteur conclut avec raison que « *Vladimir Poutine s'est montré le garant efficace de l'imperium des Etats-Unis, en tentant de restaurer celui des Tsars* » : les élargissements de l'OTAN à la Finlande et à la Suède et demain de nouveau aux pays balkaniques qui en sont encore au seuil, confirment ce raccourci.

## Les télégrammes

### *N°1 – le groupe de Visegrad implose en raison de la guerre en Ukraine*

L'allié le plus fidèle du *PiS* dans l'Union européenne, **Victor Orban**, a cessé d'être un partenaire pour le gouvernement polonais. **Mariusz Blaszczak**, ministre de la Défense polonais, a en effet annulé sa participation à la réunion des chefs du ministère de la Défense du groupe de Visegrad : un véritable symbole qui clôt durablement le chapitre des bonnes relations bilatérales.

L'implosion du groupe de Visegrad est en effet une des conséquences de la guerre en Ukraine : le front uni – « illibéral » - des pays d'Europe centrale contre le modèle libéral de l'Union européenne n'a en effet pas résisté aux nuances de la position hongroise, soucieuse d'équilibre dans les relations internationales (avec la Russie mais aussi la Chine, face aux Etats-Unis, l'UE et l'OTAN).

Désormais, la ligne dure anti-russe prévaut au sein du groupe, largement influencée par la Pologne, une position qui n'était qu'une différence d'approche du problème de sécurité européen mais qui est devenue désormais une réelle divergence.

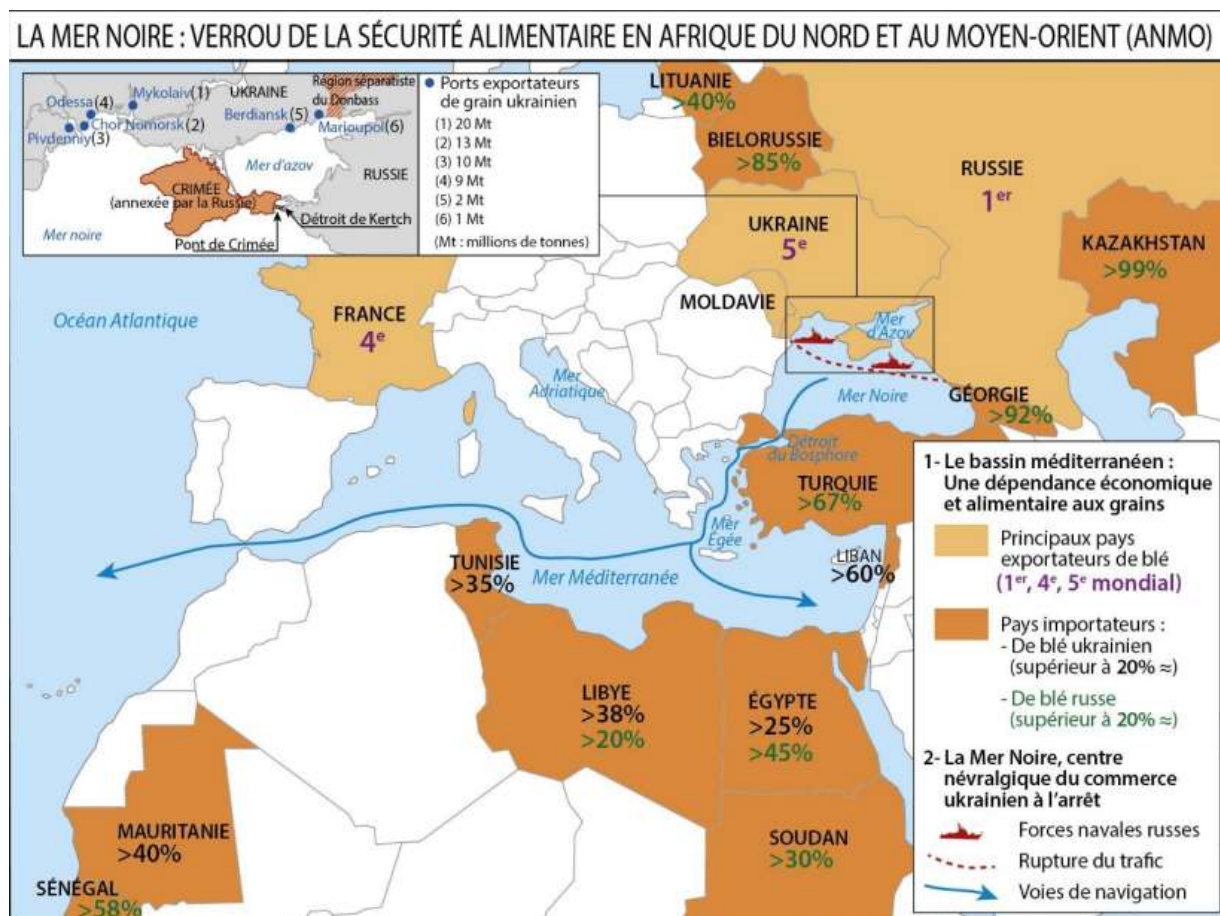
## N°2 – Proche-Orient : dépendance alimentaire du Proche-Orient à l'Ukraine et à la Russie

Le conflit russo-ukrainien met en exergue la mer Noire comme vitale dans la stratégie d'exportation du blé ukrainien, notamment vers l'Afrique du Nord et le Proche-Orient.

L'Ukraine se classe à la cinquième place des exportateurs mondiaux de blé, et en tire 10 % de son PIB. Le blocage du trafic de vrac depuis le début du conflit ukrainien met ainsi en péril la sécurité alimentaire de plusieurs pays importateurs : 27 pays dépendent des exportations ukrainiennes et russes, pour 50 à 100 % de leur consommation de céréales. Pour certains de ces pays, dont les capacités de stockage sont parfois inexistantes, la rupture du réseau de transport signifie une perte totale de stabilité alimentaire ;

C'est le cas du Liban, qui dépend à plus de 60% du blé ukrainien, et dont 80% de la population était déjà en état d'insécurité alimentaire avant le début du conflit. C'est le cas également de l'Égypte également, dont 35 à 39% des apports caloriques quotidiens proviennent du blé, dépend de la production ukrainienne à 25%.

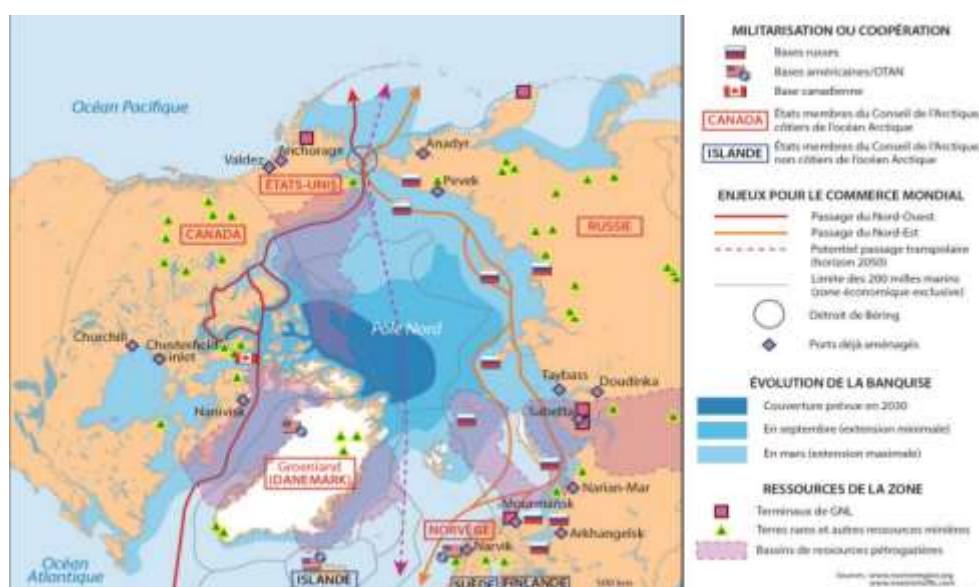
Pour ces pays, la rupture des approvisionnements en céréales pourrait ainsi constituer une étincelle génératrice d'une crise sociale et politique sérieuse. La mobilisation générale en faveur du Liban et l'assistance de l'Arabie et des EAU pour l'Égypte pallient cet état de fait, mais elle est humiliante à terme pour ces pays.



Source : CESM, avril 2022

### N°3 – Arctique : la bataille du Grand Froid

Le Centre d'Études Stratégiques de la Marine française a publié deux articles de fond sur la question de l'Arctique (« *Une présence russe en arctique à l'heure des sanctions occidentales* » et « *Grand Nord : rivalités autour des enjeux polaires* ») qui méritent une synthèse tant le sujet émerge depuis des années.



Avec la rapide fonte des glaces de l'océan Arctique (leur étendue a été divisée par deux entre 2003 et 2011) qui facilite aujourd'hui l'exploitation des ressources maritimes de la région (20% des réserves mondiales non

encore découvertes de pétrole et 30% de celles de gaz se trouvent dans le sous-sol de la région), le grand jeu stratégique s'installe dans la région.

1. **Des routes alternatives mais dangereuses.** Les routes du Nord (Nord-Ouest, Nord-Est et potentiellement transpolaire) présentent l'avantage de raccourcir sensiblement les trajets commerciaux :
  - a. L'axe du Nord-Est est une très bonne alternative pour la Russie pour livrer ses ressources arctiques à ses clients européens (comme le gaz naturel liquéfié) ;
  - b. Pour la Chine, ces routes peuvent apporter une solution au détroit de Malacca, goulot d'étranglement abondamment surveillé ; mais ces routes sont également dangereuses : les glaces sont changeantes et il est impossible de prévoir leur emplacement d'une traversée à l'autre.

Naviguer sur ces routes requiert alors l'engagement de frais importants, comme l'aide de navires brise-glaces pour ouvrir la voie aux navires commerciaux. La Russie a constamment renouvelé sa flotte : en 2020, elle possédait 57 brise-glaces en service, suivie par la Finlande et le Canada totalisant chacun 11 navires de ce type.

### 2. Le contrôle militaire des routes du grand Froid n'est pas nouveau :

- ✓ durant la guerre froide, l'océan Arctique a été d'une importance cruciale pour les opérations sous-marines soit de dissuasion (dilution dans les fonds sous-marins) soit de renseignement. Du sous-marin américain *Nautilus* (1958) bravant le grand Nord



en août 1958 aux opérations secrètes de la NSA intervenant sur les câbles de transmission de l'URSS, cet océan a toujours été très surveillé et fréquenté ;

- ✓ C'est toujours le cas : les patrouilles des forces sous-marines y sont nombreuses, ne serait-ce que pour s'y diluer (c'est-à-dire échapper à la surveillance des adversaires). Le CESM note que « *les manœuvres d'émergence de SNLE en mars 2021 (exercice UMKA-21) reflètent la volonté de la Russie d'affirmer sa capacité à faire patrouiller ses sous-marins en Arctique. L'OTAN fait de même lors de ses exercices biennaux ICEX. La militarisation de l'Arctique s'illustre aussi par la multiplication d'exercices militaires. Les États membres de l'OTAN y conduisent de nombreux entraînements : Cold Response, Trident Juncture, Bold Quest, Arctic Challenge (domaine aérien), etc* ».
- ✓ La présence militaire russe s'est traduite par la réouverture et la modernisation de bases militaires – dont certaines dataient de l'URSS -, aujourd'hui très nombreuses sur la route du Nord-Est (la Russie en a plus que tous les autres États cumulés), une adaptation des matériels majeurs (batteries sol-air, véhicules, hélicoptères, brise-glaces nucléaires, patrouilleurs du FSB) aux conditions climatiques et des manœuvres régulières importantes comme ces largages de parachutistes à 10 000 m d'altitude sur l'archipel de François-Joseph (Haut Arctique) en avril 2020 ou ces apparitions simultanées de 3 SNA à quelques centaines de mètres les uns des autres (avril 2021) démontrant la précision des exercices sous-marins.

#### ***N°4 – Etats-Unis : la Corée du Sud plutôt que l'Inde comme allié ?***

Après des années d'embellie, la relation américano-indienne souffre elle aussi du conflit russo-ukrainien au point que certains *think tanks* américaines prônent le remplacement de l'Inde par la Corée du Sud dans l'alliance dite *Quad* (États-Unis, Inde, Australie et Japon).

**L'Inde maintient sa politique d'équilibre entre les Etats-Unis et la Russie** et ne compte pas en dévier : le ministre indien des Finances, Nirmala Sitharaman, ancienne ministre de la Défense (2017 – 2019) a clairement indiqué que l'Inde maintiendrait ses solides relations de défense avec la Russie pour des raisons de sécurité nationale : il est vrai que 75% de l'arsenal indien est d'origine russe depuis les années 50 et que la relation bilatérale se nourrit à tous les étages (économiques, industrielles, financières, énergétiques et diplomatiques) d'une vision d'un monde multipolaire ;

**En contrepoint, la Corée du Sud s'affiche** comme une alternative plausible : ambitionnant que son pays devienne un « *État pivot mondial* », le nouveau Président sud-coréen, M. **Yoon Suk-Yeol**, s'est clairement engagé aux côtés des États-Unis (notamment en appliquant toute la gamme des sanctions et en acceptant le déploiement sur son territoire du système sol-air américain *THAAD*, ce qui avait été refusé par la précédente Administration).

Au cours des prochaines années, la Corée du Sud, connue pour sa politique étrangère discrète, sa diplomatie efficace dans les domaines des ventes d'armes et de l'énergie, est déjà devenue une force indépendante avec laquelle il faut compter : elle pourrait assez vite passer à un autre statut : devenir un acteur clé de la stratégie de dissuasion intégrée dirigée par les États-Unis dans l'Indopacifique visant à contenir la Chine.

## *N°5 – Golfe : réalignements en série*

Loin de la guerre en Ukraine, la région du Golfe et du Proche-Orient est le théâtre d'une série de réalignements majeurs entre puissances régionales et extérieures.

- **Arabie et Turquie** : vers la normalisation des relations ; la visite d'**Erdogan** à **Mohammed bin Salman** ferme ainsi près de trois ans et demi de ruptures générales de leurs relations créées par l'affaire **Khashoggi**, et devrait permettre à l'industrie turque d'armement de reprendre ses positions au moment où le Royaume souhaite diversifier ses approvisionnements vis-à-vis des Etats-Unis ;
- **L'Iran et la Chine** ont scellé un pacte de coopération dans la Défense lors de la visite du ministre de la Défense chinois à Téhéran ; la Russie ne pouvant plus livrer d'armement, réservant ses stocks à son armée en guerre, l'Iran ouvre sa porte à la Chine.
- **EAU et Arabie** sont lancés dans une relation complexe : à la fois partenaires, mais concurrents sur les plans économiques, industriels et diplomatiques ; **les EAU** ont fait le pari d'Israël, tout en se distançant des Etats-Unis au moment où **l'Arabie**, prenant les mêmes distances avec l'Administration **Biden**, renoue avec la **Turquie**, ne renie pas la Russie et compte toujours sur l'appui chinois. Désormais concurrents, ils avancent en rivaux : en Afrique où chacun tente de construire sa clientèle (Soudan et Éthiopie notamment pour les EAU ; Égypte pour l'Arabie), en Syrie où les EAU ont rouvert leur ambassade et où l'Arabie a renoué le dialogue discrètement mais sans franchir le pas d'une reprise officielle des relations diplomatiques, face à l'Iran où chacun tournant le dos à la confrontation tente des rapprochements, face à Israël, allié des EAU mais partenaire de sécurité de l'Arabie, etc.

Le domaine économique n'échappe pas à cette rivalité, chacun faisant la promotion agressive de son modèle économique et industriel. Au plan de développement économique des EAU s'oppose la Vision 2030 saoudienne visant à concurrencer les atouts émiriens dans le tourisme, la défense, le développement industriel et le sport.

- **Le Qatar**, toujours à contre-courant, est devenu l'allié indéfectible des Etats-Unis depuis son aide sur le retrait afghan, alors qu'il en était le paria sous **Trump** qui lui a préféré les EAU et surtout l'Arabie.
- Enfin, sur cette scène mouvante, **Israël** s'enracine au **Maroc** (contrats de lutte anti-drone, de défense sol-air), à Bahreïn (système de surveillance côtier) et aux EAU (lutte anti-drones), tandis que le **Koweït** est en proie à son instabilité chronique après un énième changement de gouvernement qui neutralise toute sa présence dans la région et qu'**Oman**, toujours discrète, parle avec tout le monde et notamment récemment avec la Chine avec qui elle prépare un accord-cadre de coopération sur la Défense.

# Défense

## Le dossier : réflexions sur les livraisons d'armes occidentales à l'Ukraine

La réunion de l'OTAN à laquelle quelques pays tiers étaient invités (Israël, Maroc, etc) qui s'est tenue à Ramstein le 26 avril, est un tournant dans la guerre russo-ukrainienne : de défensives, vétuste et incohérentes, les livraisons d'armes à Kiev sont désormais offensives, modernes et coordonnées.

Après une étape de livraisons d'armement d'arrêt (missiles anti-chars et missiles sol-air de courte portée), destinées à éviter l'effondrement de l'armée ukrainienne, l'OTAN est ainsi passée à une étape stratégique : briser l'armée russe conventionnelle non seulement en Ukraine mais en tant que force avant d'en provoquer l'écroulement et celui du régime.

1. **La première étape : armements défensifs, vétusté et incohérence...**: face à la supériorité initiale de l'armée russe, les pays occidentaux ont cherché d'abord à livrer à l'Ukraine des armements de rééquilibrage rustiques mais efficaces :
  - a. Les armes anti-chars : roquettes et missiles anti-chars : *RGW90* allemand (mais dont l'actionnaire est israélien), *NLAW* britannico-suédois, Milan franco-allemands, *Javelin* américains ; le *TOW*, arme anti-char proche d'un canon léger sans recul, n'est pas – encore ? -apparu sur le champ de bataille, contrairement à ce qui s'était constaté en Syrie (livraisons américaines à l'armée « libre syrienne ») ;
  - b. Les missiles sol-air de courte portée *Stinger* dont la production aux États-Unis est arrêtée et aura du mal à reprendre (traitement des obsolescences, redémarrage complet de la chaîne) ;

Ces livraisons, pour certaines débutées **bien avant** le conflit, ont permis à Kiev de casser l'offensive russe, par ailleurs mal menée (colonne de chars et logistiques sans protection sol-air ; hélicoptères volant sans autre défense que la seule protection de leurs lance-leurres, absence de service de santé, manque de transmissions sécurisées, etc).

Par ailleurs, au cours de cette première phase, les livraisons d'armes plus lourdes ont surtout pêché par leur vétusté et leur incohérence :

- a. **De vétusté :**
  - ✓ le *Gépard*, au centre de récents et tendus débats politiques allemands, n'est ainsi qu'un affût anti-aérien monté sur un châssis de char date des années 60 dont les 300 000 munitions inexistantes en Allemagne doivent être achetées au Brésil qui a récupéré il y a quelques années les stocks allemands de ce système ;
  - ✓ le *Stormer* britannique est un petit blindé chenillé des années 1970, bien que sa version *HVM (Starstreak & Lightweight Multirole Missile)* de défense anti-aérienne en fasse un blindé plus moderne ;
  - ✓ *Marder* et *Leopard 1A5* allemands dont la livraison est débattue, sont également de cette génération des années 60/70 : la remise en état n'est pas

le seul problème : le manque de pièces détachées en est un autre, la cannibalisation n'ayant qu'un temps ;

**b. D'incohérence en termes de parcs, de maintenance et de formation :**

- ✓ Dans le domaine de l'artillerie, se côtoient des canons *M777* américains, des obusiers *Pzh2000* néerlandais et des *M109A4* belges, des lance-roquettes multiples polonais ;
- ✓ Dans le domaine des véhicules blindés, se mêlent des *Wolfhound*, des *Mastiff* et des *Ridgback* britanniques, trois types de véhicules anti-IED ;
- ✓ De manière générale, les livraisons sont à la fois de standard OTAN et de standard soviétique, générant un manque d'interopérabilité sur le terrain.

**2. La deuxième étape, stratégique, offensive et de qualité :** les nouvelles livraisons d'armes américaines annoncées dépassent le stade de l'armement d'urgence et font clairement apparaître la volonté de « *casser l'armée russe* » par un réarmement complet et de qualité, et de briser toute possibilité ultérieure de la part de la Russie de mener une guerre conventionnelle à grande échelle :

- Plus de 1 400 missiles sol -air MANPADS - FIM-92 Stinger air.
- Plus de 5 500 missiles antichars guidés FGM-148 Javelin.
- Plus de 14 000 autres types d'armes antichars (dont au moins 6 000 AT-4)
- 90 canons de 155 mm et 183 000 obus.
- 72 véhicules de transport régulier pour le remorquage de mitrailleuses de calibre 155 mm.
- 19 hélicoptères Mi-17
- Des centaines de véhicules à roues polyvalents à haute mobilité
- 200 Véhicules Blindés de Transport de Personnel M113
- Plus de 7 000 unités d'armes portatives
- Plus de 50 000 000 de cartouches
- 75 000 collections de casques - armures individuelles
- 121 véhicules aériens sans pilote (UAV) réguliers *Phoenix Ghost*
- Fusées à guidage laser
- Véhicules aériens sans pilote (UAV) Puma
- Véhicules côtiers sans pilote
- 14 radars d'artillerie AN/TPQ-36
- 4 radars anti-rayonnement
- 2 radars de surveillance aérienne AN / MPQ-64 Sentinel
- Mines antipersonnel M18A1 Claymore
- Explosifs C-4 et matériel connexe pour le franchissement d'obstacles
- Systèmes de communications régulières cryptées
- Jumelles de vision nocturne (IMO), systèmes d'imagerie thermique, optiques et électro-optiques, télémètres laser
- Services commerciaux de télédétection par satellite
- Élimination des explosifs et munitions

Le caractère stratégique, offensif et coordonné apparaît désormais en pleine lumière :

- a. Cette liste, non exhaustive, fait sauter, comme l'a remarqué le colonel (ER) **Michel Goya**, la distinction entre « armes défensives » et « armes offensives », changeant de fait la nature même de la guerre conduite par l'Ukraine et l'Occident par procuration.
- b. Elle est calibrée pour la géographie des plaines qui est celle du Dombass, qui nécessitent un emploi massif de chars, d'artillerie lourde ; seule ombre au tableau occidental : les livraisons de chasseurs bombardiers ou d'intercepteurs sont difficiles à mettre en œuvre ;
- c. Le montant de ces livraisons dépasse déjà le budget militaire annuel de Kiev (estimé à 6 milliards \$ par an) et est annoncé en hausse : 33 milliards \$ promis par Washington à Kiev, soit 5 fois le budget de défense ukrainien ;
- d. L'appareil du renseignement américain met à la disposition de Kiev ses informations (images satellites notamment) ;

**En conclusion toute provisoire**, les livraisons massives occidentales d'armes à l'Ukraine ont permis d'ébranler l'armée russe, de lui faire renoncer à son objectif de prise de Kiev et d'un changement de régime ; la nouvelle étape qui s'est ouverte depuis le 26 avril permet à l'OTAN d'espérer aller bien plus loin :

1. ***Casser l'offensive dans le Dombass*** : l'armée russe enregistre de grandes difficultés à rebâtir des bataillons tactiques interarmées, son unité de base, à réorganiser sa logistique et à améliorer ses communications et sa guerre électronique, toutes très défaillantes depuis le début du conflit ; cet objectif est jugé atteignable par l'OTAN ;
2. ***Au-delà, briser l'armée russe pour longtemps afin d'éviter à l'avenir qu'elle puisse servir aux buts du régime*** ; les livraisons rejoignent en cela l'arsenal de sanctions qui aura un impact sur l'approvisionnement de base ou sophistiqué nécessaire à la production d'armements russes ;

Mais cette nouvelle étape qui voit l'OTAN mener par procuration une guerre contre la Russie porte en elle les germes de développements dangereux : le Kremlin a ainsi prévenu par la voie de **M. Peskov** que « *cette tendance à inonder l'Ukraine d'armes, notamment d'armes lourdes, ce sont des actes qui menacent la sécurité du continent et provoquent de l'instabilité* » et **M. Lavrov** n'a pas hésité à évoquer le spectre d'une troisième guerre mondiale : « *le danger est grave, il est réel, on ne peut pas le sous-estimer* ». Si le recours à l'arme nucléaire n'a été qu'évoquée par la Russie et rappelée lors d'un tir d'essai du missile balistique intercontinental Sarmat, le 20 avril (tir pendant lequel le missile a parcouru 5000km), les convois d'armes occidentales à l'Ukraine sont désormais des cibles légitimes des chasseurs et de l'artillerie russes dès lors qu'ils franchissent la frontière ukrainienne.

# Les Alertes

## N°1 – Finlande et Suède : futurs membres de l'OTAN

Dans la perspective du sommet de l'OTAN, les 29 et 30 juin prochains, l'hypothèse d'une candidature groupée de la Finlande et de la Suède à l'OTAN est devenue LE sujet de l'Organisation atlantique. Bienvenus s'ils le souhaitent, selon le mot de M. **Stoltenberg**, les deux pays doivent faire face cependant à une décision politique compliquée après deux siècles d'indépendance (Suède) et 75 ans de neutralité (pour la Finlande).

**En Suède**, les sociaux-démocrates au pouvoir ont fait savoir que leur décision serait prise d'ici le 24 mai. Selon un sondage de l'Institut *Novus*, 51 % de Suédois sont partisans d'une adhésion de l'Otan. Mais, de l'aveu même du Premier Ministre, Mme **Magdalena Andersson** lors d'une conférence de presse en marge des célébrations du 1er mai, « *le dépôt d'une candidature à l'Otan est "une question très, très difficile qui exige une analyse en profondeur"* » ;

**En Finlande**, le débat parlementaire est en cours mais une majorité des députés (dont les Verts) soutenant l'idée, une demande formelle d'adhésion sera donc présentée d'ici au sommet de l'Otan de juin. Le Premier Ministre, Mme **Sanna Marin** a précisé que la Finlande prendrait sa décision sous peu.

La démarche de la Suède et de la Finlande est coordonnée : les dirigeants des deux pays ont prévu de se rencontrer le 16 mai pour l'évoquer lors de la visite en Suède du Président finlandais, M. **Sauli Niinisto**.

Le processus d'adhésion de pays tiers à l'OTAN nécessite selon l'article 10 du Traité de Washington du 4 mai 1949 l'unanimité de ses membres. Il dure en général deux à trois années, mais peut passer par un temps d'association.

L'hypothèse de ces deux adhésions engendre d'ores et déjà un double problème durable :

1. d'une part, il doublera le nombre de kilomètres de l'OTAN avec la Russie puisque la Finlande en partage 1340km avec cette dernière ; cette nouvelle frontière donnera lieu naturellement à des emprises de l'OTAN sur le territoire finlandais, soit permanentes soit rotatives ;
2. de l'autre, il alimentera un réarmement de part et d'autre, la Russie étant désormais encerclée sur cette façade. Un avant-goût de la riposte russe avait été donnée lors de l'adhésion de la Pologne à l'OTAN (2008) et de la décision d'implanter une base d'intercepteurs *SM-3* à Redzikowo : déploiement de missiles sol-sol *Iskander*, batteries sol-air de longue portée *S-400*, batteries côtières *Bastion*, manœuvres régulières.

Nato's expansion since 1997



## *N°2 – OTAN : bilan des dépenses de défense*

L'OTAN a publié son document sur les dépenses de Défense de 29 des 30 pays membres de l'Alliance.

1. **Seuls 8 États membres ont atteint les objectifs posés par le sommet du Pays de Galles de dépenser 2% de leur PIB à la Défense** : États-Unis, Grèce, Pologne, Royaume-Uni, Croatie, Lettonie, Lituanie ;
2. **20 ont atteint celui visant à consacrer 20% de son budget de Défense aux dépenses d'équipement** :
  - ✓ La Grèce est le pays qui consacre la part la plus importante de son PIB aux dépenses de Défense (3,59%), suivie des États-Unis (3,57%). En revanche, le Luxembourg est le pays affichant le chiffre le plus bas (0,54%). La France atteint quant à elle 1,93% de son PIB ;
  - ✓ La Grèce est le pays qui consacre la part la plus importante de ses dépenses de Défense aux dépenses d'équipements (38,8%), suivie du Luxembourg (38,22%). En revanche, l'Albanie est le pays affichant le chiffre le plus bas (14,9%). La France consacre quant à elle 27,8% de son budget aux dépenses d'équipement.
  - ✓ **Alors que les États-Unis affichent 726 milliards \$ de dépense de Défense en 2021, le reste des États membres (Europe et Canada) atteignent ensemble 324 milliards \$** ;
  - ✓ A l'exception de l'Estonie, la Hongrie et le Royaume-Uni, les dépenses de personnel sont le poste qui grève le plus les dépenses de Défense des Alliés.

## *N°3 – Golfe : évolution des dépenses de Défense*

L'organisation suédoise SIPRI a publié son rapport annuel. Bien que souvent contesté dans ses méthodes de calcul, elle met cependant en lumière des évolutions majeures, notamment dans les pays du Golfe.

- Les dépenses militaires du Golfe et du Proche-Orient étaient estimées à 186 milliards de dollars en 2021, soit une baisse de 3,3 % par rapport à 2020 : la région dépense encore beaucoup pour sa Défense, mais entre les variations du pétrole, la crise du COVID et la priorité à l'industrie locale de défense, la tendance est durablement à la baisse.
- **Les dépenses militaires du Qatar** ont ainsi été en 2021 **supérieures de 434 % à celles de 2010**, dernière année où ces données ont été publiées par l'État du Golfe. Avec un budget de 11,6 milliards de dollars, soit 4,8% de son PIB, le Qatar n'est cependant qu'en 5<sup>ème</sup> position dans la région, mais les importations d'armements du Qatar ont augmenté de 361 % entre 2016 et 2020. Cette augmentation du commerce des armes est liée à la crise du Golfe de 2017 : l'embargo décrété contre le Qatar a mené l'Emirat à acquérir du matériel pour sa défense et surtout pour échapper à l'isolement diplomatique.

- **L'Arabie saoudite**, 55,6 milliards de dollars en 2021, demeure toujours en tête, mais avec la crise du COVID et la marche forcée vers le développement local d'une industrie d'armement, ce chiffre est en baisse de 17% par rapport à 2020 et se poursuivra, puisque le budget pour 2022 a été ramené à 46 milliards \$ ;
- **Les EAU** sont de nouveau dans un cycle haut de dépenses, notamment après le contrat d'acquisition de 80 Rafale (16 milliards €), après avoir diminué ses dépenses de Défense les dernières années : leur deuxième place régionale devrait se maintenir également l'an prochain.

#### ***N°4 – Israël : la révolution du laser***

Début avril, la direction de la R&D du ministère de la Défense israélien a annoncé avoir réussi les premiers essais d'un système d'interception à base de laser à haute énergie (*Laser Iron Beam*) : au cours des essais, le système laser a détruit drones, obus de mortiers, roquettes et armes anti-chars.

Cette annonce pourrait ouvrir la voie à la troisième révolution stratégique de *Tsahal*. La Défense d'Israël est en effet passé précédemment par deux révolutions des affaires militaires :

- face aux masses blindées des nations arabes, l'aviation de chasse israélienne (fourni par la France) a été un changeur de jeux stratégiques (« *game changer* ») lors de la guerre des Six Jours (du 5 au 10 juin 1967) et du Yom Kippour (6-24 octobre 1973);
- face au *Scud* des pays voisins et aux roquettes du *Hamas* qui menaçaient et menacent encore Israël, l'*Iron Dome* a été un nouveau « *game changer* ». Si *Tsahal* voulait économiser de l'argent et rendre ses unités de défense antimissile (*Patriot* essentiellement) plus rentables, elle devait trouver une formule pour les utiliser avec plus de parcimonie, ne les tirant que lorsqu'il était déterminé que les résultats destructeurs d'une attaque imminente justifiaient leur utilisation. L'*Iron Dome* a été cette révolution, car il pouvait discerner quand une roquette du *Hamas* toucherait une zone peuplée ou exploserait simplement dans une partie vide du désert sans faire de victimes ni de dommages matériels. On espérait que ce système serait le bouclier permanent abritant Israël. Mais il a fallu se rendre à l'évidence que si l'*Iron Dome* était efficace, il était coûteux : chaque tir d'intercepteur *Tamir* coûte 80 000 \$.

Maintenant, avec la production d'un système anti-missile de nouvelle génération basé sur des lasers, Israël introduit un nouveau système de défense qu'il espère révolutionnaire et durable pour sa défense sol-air.

D'abord sur un plan financier, le coût de chaque tir laser chute considérablement à moins de 500 \$ (15 *NIS*), conjurant ainsi le spectre d'augmentations insupportables du budget de la Défense.

Mais, sur le plan stratégique, si le système d'arme confirme ses succès initiaux, il permettrait à Israël non seulement de conforter sa défense immédiate face au *Hamas*, mais probablement aussi de mieux faire face à la menace iranienne, en ajoutant une autre couche de défense sol-air (après l'*Iron Dome*, le *David Sling* et l'*Arrow-3*). La prochaine étape du programme consiste à poursuivre le développement et le déploiement initial du système ; ces essais étant selon le ministère de la Défense israélien la première phase d'un programme pluriannuel visant à développer des systèmes laser terrestres et aériens capables de défendre contre les menaces de



longue portée et de haute intensité en conjonction avec le système de défense aérienne *Iron Dome*. Le plan à long terme est de stationner de multiples effecteurs laser le long des frontières d'Israël tout au long de la prochaine décennie, tout en développant simultanément des capacités avancées dont le laser aéroporté pour détruire des drones ou des missiles en vol ;

Sur le plan diplomatique, elle pourrait donner à Israël un levier diplomatique régional fort : les accords d'Abraham ont créé en effet de nouvelles possibilités régionales pour marier la technologie israélienne avec la puissance financière des États arabes de ses alliés du Golfe (EAU, Bahreïn notamment).

C'est ce changeur de jeu-là qui pourrait émerger en Israël et demain dans la région.

### ***N°5- Chine : pacte de sécurité avec les îles Salomon, un séisme régional ?***

La signature, le 19 avril, d'un pacte de sécurité aux contours inconnus à ce jour entre la Chine et les îles Salomon (situées à 1200km de l'Australie) a créé une onde de choc dans la région. Analyses en quatre points :

1. Un échec de la stratégie Indopacifique pour *AUKUS*. Ce pacte de sécurité menace en effet toute la stratégie des États-Unis et surtout de l'Australie dans le Pacifique Sud. Dans l'archipel des Salomon, composé de 900 îles, Guadalcanal représente une étape vitale de l'Australie sur la route du Vers Les États-Unis. C'est pour cette raison que le Japon voulait mettre la main sur ces îles lors du conflit du Pacifique et que le Parti communiste chinois veut les contrôler aujourd'hui ;
2. La nature de ce « contrôle » reste évidemment la grande question et la ligne de fracture : la création d'une base navale chinoise aux Salomon est d'ores et déjà considérée comme une ligne rouge par les États-Unis (qui ont envoyé une mission diplomatique sur place pour s'informer du contenu réel du Pacte) et par l'Australie même si le Premier Ministre, M.
3. L'archipel, en proie à de violentes tensions inter-ethniques, considère que le Pacte *AUKUS* de septembre 2021 l'avait de même pris de court en autorisant les sous-marins nucléaires dans les eaux du Pacifique. L'annonce de ce pacte non publié a été dénoncée par l'opposition au Parlement ;
4. Quant à la Chine, tout en affirmant que les pays de la région sont indépendants et souverains, elle tisse patiemment son réseau d'amitiés dans ce qu'elle considère être sa deuxième ceinture d'îles : comme Fidji, Vanuatu et les Samoa, les îles Salomon ont intégré les routes de la soie.

## **Allemagne**

### **Avancement de deux dossiers d'armement (P-8 et armement des drones)**

Deux grands dossiers d'armement ont passé des étapes cruciales les 4 et 6 avril :

1. Le Sénat américain a approuvé le projet *FMS* de fourniture à l'armée de l'air allemande de 5 avions *P-8 Poseidon* pour un coût de 1,77 milliard \$ (budget du Bundestag validé le 23 juin 2021 : 1,43 milliard €);

2. La Commission de la Défense a validé le projet de budget de 152,6 millions € d'armement des *Heron TP* (3 sur 5 dans la pratique), déjà loués et stockés à Tel-Nof en Israël ; cette approbation ne l'a été que sous les réserves suivantes :

- a. L'utilisation de drones armés ne sera autorisée que si le *Bundestag* l'a préalablement "*explicitement*" approuvé dans le mandat de déploiement. Le *Bundestag* peut également tracer des « *limites à la mission, le domaine d'opération et les compétences à utiliser* » ;
- b. Le déploiement doit également être effectué dans le strict respect de la protection des civils. Le projet stipule : « *La lutte contre des cibles militaires légitimes dans les conflits armés avec des UAS (drones) armés doit être évitée s'il faut s'attendre à ce qu'elle entraîne des pertes en vies humaines parmi la population civile, des blessures aux civils, des dommages aux des objectifs civils ou se combiner en une pluralité de telles conséquences disproportionnées par rapport à l'avantage militaire concret et immédiat escompté* ». L'union a estimé que ces garanties masquaient mal la défiance de la nouvelle coalition envers la *Bundeswehr*, obligé de subir le contrôle presque opérationnel du Bundestag, dans ses futures missions.

**Commentaires** : il serait utile de rappeler que ces réserves semblent moindres que celles émises par Mme **Hertha Däubler-Gmelin**, qui, dans un rapport interne à la *SPD* et destiné à sa direction générale, daté du 12 octobre 2021, acceptait l'armement des drones sous les conditions suivantes :

- ✓ **L'Interdiction expresse des exécutions extrajudiciaires** afin d'assurer le strict respect du droit international et de la Loi fondamentale et se différencier expressément de la pratique d'autres États ;
- ✓ **Le rejet catégorique des drones entièrement automatisés et autres systèmes d'armes autonomes létaux.** La décision d'utiliser des armes ne peut être prise que par des personnes qui - également par leur implication personnelle dans la zone d'opérations - sont en mesure d'évaluer le risque pour les militaires, mais aussi et surtout pour la population civile touchée ;
- ✓ **L'élaboration d'une doctrine** de déploiement contraignant pour drones armés par le gouvernement fédéral afin d'assurer le plus haut niveau de transparence dans l'utilisation des drones armés vis-à-vis du *Bundestag* et du public. Il faut également veiller à ce que le *Bundestag* soit immédiatement informé en cas de modification des règles générales d'engagement ;
- ✓ **L'utilisation de drones armés uniquement s'il est explicitement prévu dans le mandat du Bundestag pour le déploiement** à l'étranger de la *Bundeswehr*, afin d'atteindre un degré élevé de transparence et de contrôle ;
- ✓ **Les unités de commandement, de suivi et de contrôle des drones doivent être stationnées dans la zone opérationnelle mandatée** ; il ne doit donc pas y avoir de décision à distance. C'est la seule façon d'évaluer de manière réaliste la situation dans la zone d'opération : danger pour les militaires allemands et la population civile et de prendre une décision sans autres considérations ;

- ✓ **La meilleure formation**, soins, soutien et suivi possibles pour les soldats qui doivent prendre les décisions immédiates dans la zone opérationnelle ;
- ✓ **La nécessaire promotion de règles internationales pour le déploiement de drones armés et leurs utilisations opérationnelles ;**
- ✓ **Une loi sur l'exportation d'armes qui réglemente de manière restrictive l'exportation de drones armés.** Les exportations d'armes ne devraient en principe être possibles que dans l'UE, l'OTAN et les pays équivalents et, dans des exceptions absolues, uniquement dans des cas individuels justifiés en cohérence du traité sur le commerce des armes (TCA) ;
- ✓ **La SPD s'engage à ce que le futur gouvernement fédéral, lorsqu'il soutiendra des projets d'armement européens tels que le « Future Combat Air System » (FCAS), rende contraignant le principe du renforcement du « contrôle humain significatif » dès le développement des systèmes correspondants ;**
- ✓ Le renforcement des pouvoirs du *Bundestag* dans le domaine de l'exportation.

c. La Commission du Budget a validé dans l'après-midi l'ensemble du projet, mettant ainsi fin à un psychodrame datant de 2014.

## **Allemagne : le réveil stratégique est-il durable ?**

Avec l'invasion russe en Ukraine, le "*Zeitenwende*" (changement d'époque) annoncé par le Chancelier est une réaction remettant principalement en cause trois fondamentaux de la politique étrangère et de défense de la « puissance du statu quo » : approche coopérative de la relation avec la Russie, "*Wandel durch Handel*" (le changement par le commerce), culture de la retenue.

Cette césure s'appuie, à ce stade, sur une union sacrée au sein du Gouvernement et un écho favorable dans l'opinion publique allemande.

Le "*Zeitenwende*" est-il durable et est-ce le début d'une transformation de la politique étrangère et de défense allemande ? Ou bien la continuation de la politique du statu quo avec plus de moyens ?

La mue stratégique allemande reste, pour l'instant, à confirmer et le processus de définition d'une stratégie de sécurité nationale lancé le 18 mars à Berlin pourrait en être l'occasion.

### **I - Avec le choc ukrainien, un « changement d'époque » (*Zeitenwende*) pour la puissance du statu quo**

L'invasion russe en Ukraine a constitué un choc pour la politique étrangère et de défense allemande à plusieurs niveaux. En réaction, le discours du chancelier **Olaf Scholz** devant le *Bundestag*, le 27 février, marque - à première vue - un tournant avec la **remise en cause de trois fondamentaux principaux** :

#### **A - la vision de l'Allemagne comme « bâtisseur de pont » entre l'Est et l'Ouest.**

Héritée de facteurs historiques et géographiques connus, celle-ci a conduit l'Allemagne à tenter de développer une relation spéciale avec la Russie, venant seconder le double ancrage transatlantique et européen. En partie ébranlée en 2014 avec l'invasion de la Crimée, et remise en question – notamment par les Verts – au vu des tensions croissantes avec

Moscou, notamment sur le plan bilatéral, la politique de Berlin continuait de se fonder sur l'espoir d'une Russie responsable, avec qui le dialogue n'était pas seulement nécessaire mais souhaité, notamment à la *SPD* (marqué par la ligne de l'*Ostpolitik* de W. **Brandt** et **Egon Bahr**) et dans les *Länder* de l'Est ;

### **B - la stratégie du « changement par le commerce » (*Wandel durch Handel*)**

...avec l'espoir que l'interdépendance économique permette d'éviter la confrontation et modifie positivement les systèmes politiques des partenaires (Russie, Chine). Marqué par les années **Merkel**, ce choix cristallisait des intérêts allemands bien compris en tant que première puissance économique européenne. Aujourd'hui, la situation de dépendance qui résulte de cette stratégie apparaît comme un moyen de pression et une arme pour l'adversaire, non seulement dans le contexte de la relation avec la Russie, mais également avec la Chine.

### **C - la culture de la retenue**

...avec une *Bundeswehr* peu équipée, dysfonctionnelle et mal-aimée, une politique de défense bridée et une allergie structurelle à parler le langage de la puissance, même dans des cas où la souveraineté européenne était en question (crise en Méditerranée orientale à l'été 2020). Se nourrissant de la confiance (jusqu'à récemment inébranlée) dans le rôle du partenaire américain comme « gendarme du monde » et d'une perception faible de la menace par les Allemands, elle s'est souvent traduite par un réflexe de neutralité (abstention sur la résolution Libye 1973 du CSNU en 2011) et une politique du « *dialogue avant tout* » (processus de Berlin sur la Libye ; conciliation Turquie-Grèce). Aujourd'hui, **l'Allemagne découvre que la menace est réelle, et à quel point elle continue d'être dépendante pour sa défense et ne peut plus se permettre d'être le « mauvais » Allié**. Ainsi, cette sécurité serait désormais « *au cœur des aspirations* » des Allemands d'après la Ministre des affaires étrangères et « *aucun pays, pas même l'Allemagne, ne peut être neutre dans les questions de guerre et de paix, de justice et d'injustice* » (A. Baerbock).

Ce discours **bouscule les réflexes de l'Allemagne qui s'est, traditionnellement, satisfaite du statu quo international**. S'appuyant sur ses atouts naturels (centralité en Europe, première puissance économique européenne), la stabilité de son voisinage direct et des formats qui ont assuré sa sécurité et prospérité, Berlin a repoussé pendant longtemps des engagements substantiels en matière de défense et est demeurée hésitante à tirer les conséquences stratégiques nécessaires à des évolutions déjà présentes.

## **II - La mue stratégique allemande reste à confirmer**

Ce changement de paradigme allemand est-il durable et le début d'une transformation réelle de la politique étrangère et de défense ? Ou bien la continuation de la politique du *statu-quo* avec plus de moyens ?

**A - Les annonces du chancelier Scholz ont conduit à une sorte d'euphorie dans les *think-tanks* de politique étrangère et de sécurité**, d'autant que cette impulsion politique prend rapidement une forme concrète, avec l'adoption d'ici l'été d'une loi d'inscription dans la Loi fondamentale du fonds spécial pour la défense. La rapidité et verticalité de la décision tranchent avec la traditionnelle culture du débat et les processus de concertation rigoureusement longs (interministériels et parlementaires) auxquels l'Allemagne nous a habitués.

La conscience existe néanmoins que les décisions actuelles répondent pour l'instant avant tout à un « état d'exception » (GIPPI) en réponse à un « choc ukrainien » (« à dix heures de route en voiture de Berlin, dix heures qui séparent la paix de la guerre », selon **A. Baerbock**). Le "*Zeitenwende*" est vue comme un réveil de l'Allemagne « dans le monde d'aujourd'hui », et l'on se montre prudent sur les effets de long terme de ce tournant (*ECFR*) et sur des attentes trop élevées qui pourraient conduire à des déceptions (*DGAP*).

## **B - Un *Zeitenwende* à nuancer**

1. Le fonds spécial de 100 milliards pour la défense est un signal positif mais dont la portée reste à examiner – ira-t-il au-delà de l'effet du rattrapage nécessaire à la *Bundeswehr*, à l'Allemagne comme Alliée de l'OTAN (remise à niveau des stocks de munitions) et au financement de projets capacitaires repoussés au cours des dernières années ? Est-ce que les investissements seront effectués sur la base d'une véritable analyse des besoins de la *Bundeswehr*, ou dictés par une volonté de rassurer la population face aux menées russes (ex : annonces sur l'acquisition d'un bouclier antimissile). Même avec un budget conséquent, il faudra, par ailleurs, du temps pour avoir une *Bundeswehr* « robuste » et réactive au niveau opérationnelle, et certains s'inquiètent de l'absence de stratégie de moyen-terme et de la **limitation des financements à une durée de 4 ans (25 Mrds/an) qui couvrent avant tout le mandat du chancelier.**

### **2. Les priorités allemandes connues demeurent :**

a. ***L'OTAN demeure le pilier central de la défense allemande***, la priorité donnée à la défense du territoire national et de l'Alliance se trouvant confirmée par la crise actuelle. D'où la volonté actuelle de Berlin d'apparaître comme un allié plus fiable, honorant ses engagements passés (ex : 2% du PIB). Pour autant, l'Allemagne voit bien la nécessité de développer un « pilier européen » de l'Alliance, la perspective d'un retour de Trump étant présente dans les esprits, de même que la nécessité de réduire la dépendance sécuritaire vis-à-vis de Washington.

b. ***La coalition campe sur ses positions s'agissant des questions de désarmement/contrôle des exportations.*** Si le débat sur le partage nucléaire de l'OTAN, notamment porté par la *SPD* pendant la campagne électorale, est désormais clos (achat des *F-35* ; discours d'**A. Baerbock**, le 18/03, l'objectif d'un monde sans nucléaire et d'une candidature allemande d'État observateur au TIAB est maintenu. De même, si un verrou semble avoir sauté s'agissant des livraisons d'armes à l'Ukraine, la volonté de durcir le contrôle des exportations d'armement à l'échelle nationale et européenne demeure entière ;

c. ***La zone de responsabilité de l'Allemagne demeure surtout l'Est de l'Europe.*** Sur le plan militaire, les contributions renforcées aux mesures de réassurance en Lituanie ou en Slovaquie pourraient ainsi avoir un effet d'éviction sur la présence allemande sur d'autres théâtres. L'Allemagne pourrait aussi envisager un retour dans EUFOR ALTHEA en Bosnie-Herzégovine (à confirmer). Sur le plan diplomatique, la crise a renforcé la volonté allemande d'intégrer au plus vite à l'UE les pays des Balkans occidentaux (crainte de l'influence russe en Serbie et Bosnie-Herzégovine notamment) et de donner la priorité au voisinage Est ("*Ostnachbarschaft*") plutôt qu'au Sud.

### 3. Un changement des esprits et de la culture stratégique allemande n'est pas (encore) en vue :

- a. *Des experts invitent « à ne pas extrapoler »* : le "Zeitenwende" n'implique pas un engagement allemand plus important dans des interventions militaires à l'étranger. La prudence demeure toujours sur ce qui peut engager la sécurité des soldats allemands et relève d'un mandat exécutif ;
- b. *L'opinion publique allemande* est encore à un stade de réaction émotionnelle et le soutien à la *Bundeswehr* pourrait s'éroder (*Forsa*), à mesure que les réflexes de retenue pourraient resurgir.

### C - L'enjeu est désormais de regarder vers l'avenir (« *nach vorne blicken* ») et passer de la réaction à l'action

En application du contrat de coalition, le Gouvernement allemand s'engage actuellement dans la définition d'une nouvelle stratégie de sécurité nationale, dont le processus a été lancé par la Ministre des affaires étrangères Baerbock le 18 mars. Poussé par les Verts et le FDP lors des négociations de coalition, cet exercice avait jusqu'à la crise peu intéressé le chancelier Scholz, mais est désormais vu à la Chancellerie fédérale comme l'indispensable corollaire doctrinal du Fonds spécial défense.

La publication d'une telle stratégie est inédite, de même que sa méthode participative (consultation interministérielle, des *think-tanks*, *Länder* et communes, grand public). L'objectif affiché est de présenter un premier texte en octobre 2022, qui serait ensuite présenté plus largement aux Allemands avant l'adoption de la stratégie début 2023. L'Allemagne pourrait se saisir de cette opportunité pour redéfinir certains fondamentaux et travailler la crédibilité de sa politique vis-à-vis de ses partenaires comme du public allemand, en allant plus loin que le seul exercice de « *diplomatie publique* ».

#### 4. Les inquiétudes françaises et les éléments de langage du MAE

- a. *Réorienter l'effort budgétaire allemand vers l'objectif de souveraineté européenne.*

**« Si les grands projets capacitaires européens (SCAF, MGCS) se voient attribuer une « priorité absolue » par le chancelier, il n'est pas exclu – compte-tenu des premiers échos que l'on peut avoir – que les 100 milliards du Fonds spécial servent principalement à financer des achats sur étagère hors industrie européenne. Dans ce contexte, une nouvelle impulsion politique sur des dossiers comme le MAWS ou le Tigre Mk 3 pourrait être justifiée de notre part ».**

- b. *Maintenir le sujet de la lutte contre le terrorisme à l'ordre du jour.* Alors que la perception de la menace a toujours été plus faible en Allemagne, et la lutte contre le terrorisme critiqué au regard de l'héritage américain sur le dossier, le sujet pourrait aujourd'hui complètement tomber dans l'oubli. Fait significatif, d'après les informations recueillies par cette Ambassade, ni **le thème du terrorisme, ni l'engagement au Sahel n'ont été véritablement abordés dans les premiers échanges sur la nouvelle stratégie de sécurité nationale.** Dans ce contexte, il faudra redoubler de vigilance pour que l'Allemagne ne se détourne

pas du voisinage Sud et maintienne son engagement au Sahel dont auprès de la MINUSMA.

- c. **Dissuasion nucléaire : réitérer l'offre faite par le Président de la République.** La proposition d'un dialogue stratégique sur la dimension européenne de la dissuasion française est restée dans les esprits à Berlin, notamment à l'aune de la crise actuelle où elle est de nouveau discutée dans certains milieux (*think-tank, CDU/CSU*). La confirmation par Berlin de son attachement à la poursuite du partage nucléaire OTAN vient lever une possible ambiguïté qui aurait rendu pour l'Allemagne ce dialogue délicat vis-à-vis des États-Unis.
- d. **Élargir la focale géographique au-delà de la crise actuelle, notamment vers l'Asie (et le voisinage sud, cf ci-dessus).** Les défis actuels doivent nous encourager à renforcer l'eupéanisation de notre approche sur les dossiers Chine et Indopacifique, sur la base d'un renforcement de la coordination franco-allemande. Sur le plan politique, les velléités allemandes de nous associer à leurs prochaines consultations avec la Chine devront être encouragées. En matière de défense, il conviendra de renforcer nos interactions sur le dossier chinois, et d'inciter Berlin à mettre en œuvre le concept UE de Présence maritime coordonnée dans l'Indopacifique.

## Allemagne : MGCS et KMW, trois demandes

Dans une interview accordée à la *WirtschaftsWoche*, le patron du groupe d'armement franco-allemand *KNDS*, M. **Haun**, évoque ses attentes vis-à-vis du projet de char européen - et de MM. **Scholz** et **Macron**.

1. Une gestion industrielle du projet qui n'est pas stabilisée : M. **Haun** estime nécessaire que le *MGCS* sorte enfin de l'indécision sur sa gouvernance entre *KMW* et *Rheinmetall*. Il souhaite sortir de la représentation proportionnelle dans les comités ; la gouvernance doit être fondée sur les compétences éprouvées ;
2. Une fois l'architecture lancée, M. **Haun** s'attend à ce que l'Italie, la Norvège, la Pologne et le RU se joignent au programme avec leurs industriels ;
3. M. **Haun** souhaite que les dirigeants français et allemand prennent le *leadership* politique d'un projet qui en manque singulièrement.

## Allemagne : AEMG du 1<sup>er</sup> T2022

Les AEMG du premier trimestre 2022 s'élèvent et se répartissent ainsi :

AEMG	1T22
Montant global	2,88 milliards € (981 millions € au 1T21)
Armes de guerre ( <i>Kriegswaffen</i> )	2,17 milliards €

Equipements de défense ( <i>Rüstungsgüter</i> )	713 millions €
<b>OTAN, EU et pays assimilés</b>	<b>2,59 milliards € (89,8%)</b>
Armes de guerre	2,04 milliards € (87,5% pour Pays-Bas)
Equipements de défense	546 millions €
<b>Pays tiers</b>	<b>293 millions €</b>
Armes de guerre	126 millions €
Equipements de défense	167 millions €
<b>Dont pays en voie de développement</b>	<b>190 millions € (90% Ukraine : 186,451 millions €)</b>
Armes de guerre	120 millions €
Equipements de défense	70 millions €

La hausse considérable d'une année sur l'autre s'explique par deux facteurs :

1. Le poids des livraisons aux Pays-Bas (62%, voir infra) ;
2. Les livraisons en Ukraine très soutenues.

Dix premiers destinataires	Montant AEMG/pays
Pays-Bas	1 797 345 488€
RU	215 937 513€
Ukraine	186 451 448€
Etats-Unis	140 742 340€
Hongrie	85 847 650€
Corée du Sud	72 288 139€
Suisse	55 868 463€
France	30 249 879€
Suède	25 141 608 €
<b>Montant</b>	<b>2,88 milliards €</b>

## Allemagne : la bataille (fictive) du Fonds spécial pour la *Bundeswehr*

Le 27 avril, le *Bundestag* délibérera pour la première fois sur le projet de fonds spécial de la *Bundeswehr*,

1. Pour la première lecture, le gouvernement fédéral présente deux projets de loi pour la création d'un "*Fonds spécial de la Bundeswehr*" (*BwSVerM*) ou 20/1409 dans la nomenclature législative) et pour la modification de la loi fondamentale (article 87a, projet de loi 20/1410) ;
2. Le débat, de près de 70 minutes, sera renvoyé à la Commission du Budget pour un examen plus approfondi.

**Analyses** : Le *fonds spécial pour la Bundeswehr* peut-il échouer en raison du différend entre la coalition et l'opposition ? Telle est la question qui se pose à Berlin.

Le projet que la Coalition a présenté jusqu'à présent ne peut séduire un parti d'opposition en pleine reconstruction, donc en guerre frontale avec la majorité. Le Gouvernement a commis l'erreur de ne pas avoir soumis un projet global : quelles capacités nouvelles pour quelle



*Bundeswehr* ? Elle n'a pas détaillé les projets & programmes ni même la réforme de l'acquisition tant demandée.

Le chancelier **Olaf Scholz** a opté pour la solution de la loi fondamentale - qui n'est pas du tout obligatoire d'un point de vue législatif - car il devait craindre que ses propres troupes ne soutiennent pas entièrement un budget de défense en forte hausse : il fallait un autre moyen politique et un autre vecteur juridique. **Merz** a déclaré que son groupe parlementaire n'était pas la « *banque de réserve* » du gouvernement fédéral.

Son appui est à la fois conditionnel et limité :

**1. Conditionnel** : le fonds spécial ne peut être utilisé que pour des projets d'armement de la *Bundeswehr* et non pour une politique de sécurité ; la mise en place d'une solution garantissant le respect rapide puis permanent de l'objectif de 2 % du PIB consacré à la Défense ;

**2. Limité** car l'appui en députés de M. **Merz** ne sera que du strict nombre nécessaire (75) pour que le projet de loi passe si l'ensemble de la coalition vote le texte...

Même si la stratégie de l'Union semble habile sur le fonds et la forme, elle risque d'être emportée par l'urgence de mettre à la disposition de l'armée des crédits supplémentaires et par la cohérence politique d'une Union qui a toujours voulu augmenter les budgets sans y parvenir en raison des décisions de la Chancelière.

C'est donc un simulacre de bataille (*Scheingefecht*) qui se livre sur le fonds spécial – sans doute pour un temps, y compris lors du débat de vendredi prochain. Une ligne de compromis figure déjà dans le projet de loi. Enfin et surtout, si l'Union arrive de nouveau au pouvoir en 2025, elle sera heureuse de pouvoir compter sur ce Fonds pour l'aider à tenir son engagement des 2% : le Fonds aura encore quelques milliards à sa disposition...

### **Allemagne : 19 mai, date-butoir pour le Fonds spécial et le budget ?**

Lors de son discours, le 27 avril, M. Lindner a tenté d'obtenir le ralliement de l'Union à son fonds et d'éviter également l'abstention voire l'opposition des Verts : il n'aura guère réussi l'exercice d'équilibrisme si l'on en juge par les tout derniers développements :

**1.** Le Président des verts, M. **Nouripour**, a refusé qu'à côté et à la suite du Fonds spécial de 100 milliards €, il y ait un objectif ferme et pérenne de 2% du PIB consacré à la Défense ;

**2.** L'Union en a fait une de ses six conditions pour donner son accord au Fonds ;

**3.** En dépit de ces deux obstacles, le Gouvernement estime toujours possible d'obtenir le 19 mai prochain un accord, date à laquelle la Commission du Budget donnera son accord (ou non) définitif au budget rectificatif de 2022 et à la mise en place du Fonds ;

**Commentaires** : les discussions entre MM. **Lindner** d'une part et **Wadepuhl** (CDU) de l'autre, n'ont pour le moment rien donné, les obstacles étant toujours :

1. **Un accord permanent pour le seuil des 2%** : dès que le Fonds sera épuisé, la *CDU/CSU* exige que le budget augmente de 20 milliards €/an pour atteindre le seuil OTAN ; l'Union souhaiterait que ce seuil soit fixé dans la Loi Fondamentale ;
2. **Un Fonds entièrement réservé pour la *Bundeswehr***, ce qui suppose de modifier le projet de loi qui n'évoque que le renforcement de l'Alliance et de la capacité de défense et non la seule et unique *Bundeswehr* ; l'Union ne veut pas évoquer le thème de la cyber-sécurité, trop flou ;

Même si les deux parties trouvaient un compromis, il resterait un problème de cohésion pour la coalition : compte tenu de l'appui minimaliste de M. **Merz** (juste le nombre de députés *CDU/CSU* pour faire l'exact appoint nécessaire à l'obtention de la majorité des deux-tiers : 75 et non tout le groupe parlementaire), si un seul parlementaire de la Coalition vite contre, le projet échoue. Les propos de M. **Nouripour** font également planer un doute sur le résultat final du vote.

Pour la *SPD*, l'Union fait de la gesticulation, tentant de faire oublier sa gestion désastreuse des finances de la défense ces 16 dernières années : elle dénonce le « théâtre d'État » de l'Union et en appelle à « la raison d'État ».

#### **Allemagne : corruption autour de l'ancien projet de centre de simulation de *Rheinmetall* en Russie**

Le projet de centre de simulation de *Rheinmetall* en Russie refait surface, plus de huit années après qu'il ait été arrêté, replongeant la société de Düsseldorf dans les affaires de corruption qui l'ont entourée depuis longtemps (Grèce, Turquie, Qatar, Indonésie) :

1. Le projet de 135 millions € à Mulino, en Russie, a donné lieu à des versements de commission d'un montant de 5,38 millions par le biais de la filiale *Rheinmetall Defence Electronics* de Brême à une société russe basée à l'étranger ;
2. Les paiements ont été effectués en mai 2014, donné lieu à une plainte du groupe pour abus de confiance de la part de deux dirigeants de cette filiale en juillet 2019, plainte abandonnée en août 2020 contre le versement d'une somme de 240 000€ en dommages et intérêts.

**Rappel** : ce projet, annulé par le gouvernement fédéral après l'annexion de la Crimée, avait été contesté devant la 5<sup>ème</sup> Cour du Tribunal Administratif de Francfort sur le Main ; laquelle Cour avait rejeté le 27 août 2014 la demande de *Rheinmetall* de levée de l'interdiction d'exporter son centre d'entraînement en Russie ; ce contrat de 135m€ de création, d'équipement et de soutien d'un centre capable d'accueillir 30 000 soldats par an près de Mulino, a fait l'objet de 5 licences d'exportation accordées entre le 4 juillet 2012 et le 29 novembre 2013 (époque des négociations pour former la coalition), qui furent toutes suspendues par décision officielle le 10 juin 2014 (l'annonce de la décision date de mars, mais elle a été effectivement prise à cette date) :

*Rheinmetall* contestait que la suspension du contrat fût immédiatement appliquée alors que sa requête en annulation venait d'être déposée auprès du Tribunal administratif. L'entreprise

de Düsseldorf estimait en effet que l'exécution du contrat aurait dû continuer, le temps qu'une décision sur sa demande en annulation fût prise.

Mais, sans surprise, le T.A a jugé que la demande de *Rheinmetall* aurait abouti *de facto* à un fait accompli contraire à l'esprit de la décision du Ministère de l'Économie.

*Rheinmetall* n'a fait appel auprès de la Cour d'appel de Kassel.

## Espagne : les enjeux marocains

La rencontre à Rabat entre M. **Sánchez**, président du gouvernement espagnol et le roi **Mohammed VI** a donné lieu à une déclaration conjointe doublée d'une feuille de route en 16 points qui régiront les nouvelles relations maroco-espagnoles gelées depuis plus d'une année en raison de sérieux différends principalement liés à la question du Sahara Occidental.

1. **Une concession espagnole préalable de poids : seule l'autonomie du territoire du Sahara occidental** sous souveraineté du Maroc, selon le plan proposé aux Nations Unies en 2007, pouvait constituer une solution « *sérieuse, réaliste et crédible* » au conflit impliquant le Front Polisario et son soutien de toujours, l'Algérie. Ce nœud gordien des relations bilatérales entre les deux pays ayant été dénoué à l'instar de ce qui avait été conclu avec l'Allemagne, restaient d'autres volets diplomatiques, sécuritaires et plus largement économiques (la question du gaz notamment) à aplanir.
2. **La normalisation des relations commerciales & douanières** : la réouverture « *progressive et ordonnée* » des frontières fermées depuis le 13 mars dernier, mais aussi les douanes, est ainsi prévue. Celle de l'enclave de Melilla a été fermée par Rabat en 2018, tandis que la possibilité que Ceuta/*Sebta*) puisse en être dotée (elle n'en a jamais été pourvue), comme le réclament depuis toujours les autorités de la cité, est désormais posée sur la table. Côté espagnol, il n'a pas été exigée un engagement marocain ferme sur le respect de l'intégrité territoriale, la revendication territoriale sur les enclaves et présides espagnols étant laissée de côté par le règlement de la question douanière.
3. **Les relations de bon voisinage promises par les deux parties connaîtront ainsi, avant la fin de l'année, la tenue, suite aux conclusions de groupes de travail, d'un sommet (réunion de haut niveau)** : le premier depuis 2015, après que celui de 2019 ait été reporté à plusieurs reprises. Il s'agira alors de discuter de certains des aspects qui sont toujours en cours :=dont la coopération militaire ;
4. **Le sort du patrouilleur de Navantia** a été abordé le 7 avril.
  - a. Le dossier est relancé : ce qui signifie que la convention de prêt devrait être enfin signé par les Finances marocaines ;

- b. Le Maroc pourrait même envisager, comme cela avait été évoqué avant la crise, d'étendre cette commande à *Navantia* à **deux patrouilleurs supplémentaires**.